

"Quand je vois l'état d'Areva aujourd'hui, les bras m'en tombent", se lamente Jean Syrota, ex-PDG de Cogema

Par Ludovic Dupin



Areva est né en 2000 de la réunion de Framatome, spécialiste des réacteurs, et de Cogema, spécialiste du combustible nucléaire. A l'heure où l'Etat s'apprête à scinder de nouveau ces deux activités, Jean Syrota, ex-PDG de Cogema, juge sévèrement la gestion et les choix d'Areva.

Comment jugez-vous la situation d'Areva ?

Je constate avec une infinie tristesse le délabrement économique de l'entreprise. Il faut comparer la situation actuelle avec celle de l'an 2000 quand Cogema et

Framatome ont été réunis dans Areva. A cette époque, les deux entreprises entretenaient de bonnes relations et elles étaient prospères. Quand je vois l'état d'Areva aujourd'hui, les bras m'en tombent.

Selon vous, comment en est-on arrivé là ?

Contrairement à ce qui est souvent dit, la catastrophe de Fukushima n'est pas pour grand-chose dans la débâcle d'Areva. Bien sûr, la difficulté des électriciens japonais à redémarrer leurs réacteurs entraîne une pause dans leurs achats, mais cela ne pèse pas lourd dans les comptes actuels. Trois raisons expliquent, selon moi, les difficultés de ces dernières années.

La première raison est l'affaire de l'EPR finlandais. Ce contrat comportait au moins deux clauses constituant une bombe à retardement, sans compter, sans doute, une sous-évaluation du prix de vente. D'une part, le délai de réalisation était exagérément bref. Il était plus court pour cette première réalisation que le temps de construction des réacteurs commandés en série, dans le passé, en France. D'autre part, les pénalités de retard n'étaient ni limitées dans le temps, ni plafonnées. En gros, elles portent sur la différence entre ce que payaient les Finlandais pour leur électricité au moment de la commande et ce qu'ils paieraient avec l'EPR. Du coup, l'énorme retard constaté est supportable par le client finlandais. Mais pour Areva, il en résulte des milliards de pertes.

La deuxième est l'engagement dans les énergies renouvelables. Pour réussir à se faire une place dans un marché déjà établi, il faut posséder un avantage économique ou technologique sur ceux qui y sont entrés bien avant. Ce n'était pas le cas d'Areva et cela s'est traduit par des pertes

La troisième raison, celle que j'ai le plus de mal à comprendre, c'est l'affaire Uramin. La décision d'investir a été prise au pire moment, malgré l'avis contraire des spécialistes d'Areva. Le prix de l'uranium sur le marché était au plus haut, alors que, dans de telles circonstances, c'est la recherche de nouveaux gisements qui doit être privilégiée et les actifs miniers acquis n'étaient pas raisonnablement exploitables.

Est-ce que la scission d'Areva pour recréer Cogema et Framatome, comme l'envisage l'Etat actionnaire, est pertinente ?

L'Etat actionnaire peut faire ce qu'il veut de ses participations, tant qu'il les fait évoluer dans des conditions économiques pour tout le monde. Je suis cependant prudent sur le principe de mettre une partie d'Areva chez EDF. Ailleurs dans le monde, rares sont les électriciens qui fabriquent tout ou partie des réacteurs.

C'est le modèle russe...

C'est vrai, mais ce n'est pas forcément un modèle. Dans les appels d'offres nucléaires, il y a une partie ingénierie, une partie génie civil, une partie équipements conventionnels, une partie équipements nucléaires... A ma connaissance, chacune de ces parties fait l'objet d'un appel d'offres et les exploitants nucléaires ne se présentent pas comme fournisseurs. Mais peut-être qu'à l'avenir, les pays nouveaux-entrants dans le nucléaire voudront du nucléaire clés en main et feront confiance à un exploitant nucléaire pour être leur maître d'œuvre.

Comment redonner de la vigueur à la filière nucléaire?

S'agissant des réacteurs, il faut d'abord terminer les deux tranches en construction à Olkiluoto, en Finlande, et à Flamanville (Manche). A partir de là, la filière pourra repartir de l'avant. Le nucléaire continuera de se développer dans le monde et le marché du renouvellement des centrales existantes va s'ouvrir. Sur les marchés nouveaux, la concurrence sera plus difficile que par le passé parce que les pays qui ont massivement investi dans le nucléaire sont devenus des fournisseurs, comme successivement le Japon, la Corée du Sud et la Chine. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'une fois construite, la centrale nucléaire a besoin pendant toute sa vie d'être entretenue et de consommer du combustible. A ce dernier titre, les marchés de l'uranium naturel, de l'enrichissement et du traitement du combustible usé, pour citer les principaux, ouvrent pour longtemps de très belles perspectives.

Propos recueillis par Ludovic Dupin